

Département des sauvegardes et de la conformité environnementales et sociales
Banque africaine de développement (BAD)
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire

18 juin 2021

A l'attention de Issa Maman-Sani, Directeur, Département des sauvegardes et de la conformité environnementale et sociale

**Cc : Dr Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement
Jessica Isaacs, Directrice Exécutive par intérim - Etats Unis d'Amérique
Niels Breyer, Directeur Exécutif - Allemagne, Luxembourg, Portugal et Suisse
Mmakgoshi Phleta-Lekhetho, Directrice Exécutive - Afrique du Sud
Chris Chalmers, Président, Comité des opérations et pour l'efficacité du développement**

Re: Participation des parties prenantes externes au processus de révision du système de sauvegarde intégrée

Cher Monsieur Issa Maman-Sani:

Nous, les soussignés, vous écrivons au sujet de la révision en cours du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD. Nous sommes des organisations de la société civile (OSC) qui œuvrent à promouvoir la redevabilité dans le financement des projets de développement international et à la défense des intérêts des communautés dans la mise en œuvre des projets. Nous suivons les activités, les processus et les projets de différentes institutions financières internationales, y compris la Banque Africaine de Développement (BAD), afin de promouvoir l'inclusion, l'engagement efficace des parties prenantes, les consultations et la participation pour améliorer la performance et les résultats des projets dans nos pays.

Nous félicitons la banque d'avoir entamé la révision du SSI telle que recommandée par le [rapport d'IDDEV](#) publié en 2019, notamment en ce qui concerne le renforcement des sauvegardes et leur mise en œuvre. Le SSI représente un cadre important qui permet d'identifier les risques associés aux projets financés, de promouvoir des résultats de projets durables tout en protégeant l'environnement et les populations des impacts potentiellement négatifs des projets financés par la BAD, soutenant ainsi la stratégie globale de l'institution en

faveur d'une croissance socialement inclusive et écologiquement durable. La revue du SSI est l'occasion pour la BAD d'améliorer ses politiques et ses pratiques afin de s'aligner sur les normes internationales les plus élevées et de refléter les objectifs de la BAD ainsi que les besoins et les droits des personnes, des communautés et des pays avec lesquels elle collabore.

En 2019, la BAD a organisé une [troisième revue](#) de son Mécanisme Indépendant d'Inspection (MII) et le processus de consultation externe offre un modèle, que nous exhortons la BAD à adopter comme norme minimale pour toutes les revues, car il a offert plusieurs opportunités aux parties prenantes intéressées de s'engager et de contribuer au processus de revue. Pour la revue du SSI, nous encourageons la BAD à adopter un processus tout aussi efficace et inclusif, avec des stratégies améliorées pour solliciter les contributions des parties prenantes. Afin d'avoir un processus de consultation solide, significatif, transparent et inclusif - qui implique un large spectre de parties prenantes externes et pertinentes, y compris les communautés et les détenteurs de droits affectés par les activités financées par la BAD, et leurs OSC partenaires - et en accord avec les meilleures pratiques internationales en ce qui concerne les consultations, y compris celles des institutions homologues de la BAD ([EBRD en 2018](#); [IDB Invest en 2019](#); [ADB en 2021](#); [EIB Group en 2021](#)), nous exhortons la Banque à :

- **Publier sur le site web de la BAD** des informations sur la portée et le calendrier de la revue, ainsi qu'un plan de consultation et de communication détaillant les étapes et le calendrier des consultations, les dates concrètes et les résultats souhaités: fournir un plan de communication et des mises à jour régulières sur la revue avec des traductions dans les langues officielles des pays membres, est essentiel pour que toutes les parties prenantes concernées et intéressées soient au courant de l'exercice, s'organisent et apportent des contributions significatives au processus;
- **Mener un processus de consultation publique en trois phases :**
 - Dans la première phase, nous encourageons la BAD à organiser une première série de consultations avec les parties prenantes externes avant de publier la première version révisée du SSI;
 - Dans la deuxième phase, nous recommandons la publication de la première révision, suivie d'une deuxième série de consultations externes, impliquant des réunions virtuelles (et des réunions en personne si possible et tout en respectant les restrictions existantes par rapport à la lutte contre la COVID-19); les parties prenantes et les détenteurs de droits doivent disposer d'une période minimale de 120 jours, en accord avec les meilleures pratiques d'autres institutions financières, pour offrir des commentaires par écrit et sous d'autres formes;
 - La troisième et dernière phase consiste à impliquer les parties prenantes en ligne et en personne (si possible) sur la deuxième version révisée du SSI, après avoir

pris en compte les contributions faites durant les consultations; pour cette phase, nous recommandons que les parties prenantes et les titulaires de droits disposent d'une période minimale de 45 jours pour formuler des commentaires par écrit ou sous d'autres formes.

Cela permettrait aux parties prenantes et aux détenteurs des droits de disposer de suffisamment de temps et de multiples occasions de dialoguer et de s'engager avec la BAD sur le SSI révisé. Pour chacun de ces processus, nous recommandons la mise à disposition d'une interprétation et d'une traduction dans les langues officielles des pays représentés, pour un engagement significatif. En outre, nous encourageons la Banque à privilégier l'organisation des consultations au niveau national et dans les langues officielles, ainsi que la participation active du personnel des bureaux nationaux et des équipes de sauvegarde aux processus de consultation, plutôt que celle de consultants externes.

- **Publier les invitations à participer aux consultations sur le site de la banque et à travers d'autres plateformes locales dans un délai raisonnable et promouvoir l'inclusion, la diversité et l'accessibilité:** afin de rendre le processus de consultation inclusif et accessible dans tous les pays membres de la BAD, prévoir un minimum de 30 jours avant chaque phase de consultation et fournir des traductions des projets en plusieurs langues, notamment en arabe, en anglais, en français et dans d'autres langues de l'Union Africaine, ainsi que dans des formats accessibles pour que toutes les parties prenantes intéressées puissent se préparer en conséquence et s'engager de manière significative dans le processus. Nous demandons à la Banque de ne pas limiter les invitations à un nombre restreint de parties prenantes triées sur le volet et de mener des actions de sensibilisation supplémentaires auprès des communautés affectées par les activités de la BAD, et de leurs partenaires, et fournir des aménagements raisonnables pour permettre à toute personne intéressée de participer;
- **Fournir des plateformes pour une communication continue** avec les parties prenantes et des possibilités de fournir un retour d'information pendant et après les consultations: cela inclut l'organisation de réunions virtuelles (et si possible de réunions de proximité en personne, en suivant tous les protocoles relatifs à la COVID-19 et à la santé) dans toutes les régions avec une interprétation dans les langues officielles des pays d'opération, pour solliciter les contributions des OSC, des communautés locales et/ou de leurs représentants et fournir un retour d'information sur la façon dont leurs contributions ont influencé les décisions;
- Dans le cadre des consultations, **mettre en place un mécanisme permettant des cadres de dialogue sur les mesures concrètes de mise en oeuvre de la future politique de sauvegarde;**

- **Publier un rapport complet des consultations** comprenant tous les commentaires reçus avec les versions traduites, en indiquant quels commentaires ont été adoptés, lesquels n'ont pas été adoptés et pourquoi;
- **Publier la version préliminaire finale du SSI qui sera soumise à l'approbation** du Conseil d'administration et fournir des versions traduites de celle-ci dans les langues officielles des pays d'opération.

Dans l'immédiat, nous souhaiterions avoir une rencontre virtuelle avec vous pour discuter davantage de ce qui précède et d'autres questions relatives à la révision du SSI, dès que possible.

Une fois encore, nous exprimons notre soutien à la revue du SSI et sommes convaincus que le processus de consultation des parties prenantes externes respectera les principes d'ouverture, d'accès à l'information, de transparence, de responsabilité, de visibilité et d'accessibilité.

Dans l'attente d'un engagement sincère et collaboratif avec le Département des Sauvegardes et de la Conformité Environnementales et Sociales en particulier et la BAD en général pour un processus de révision efficace et inclusif, nous vous remercions de prendre en compte nos recommandations. Pour de plus amples informations ou questions, veuillez contacter:

- Aly Sagne, Lumière Synergie pour le Développement (a.sagne@lsdsenegal.org), ou
- Dahmata Koffi, Bank Information Center (dkoffi@bankinformationcenter.org).

Cordialement,

Les soussignés

Burkina Faso

Association Burkinabè pour la Survie de l'Enfance (ABSE)

Association D'Assistance Pour les Maladies Infectieuses

Association des Bâtisseurs de Demain

Association des jeunes pour la promotion des orphelins

BEOG NEERE

Centre d'Information, de Conseils et de Documentation sur le Sida et la Tuberculose (CICDoc)

Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne

Cameroon

Réseau Camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH)

Côte d'Ivoire

Groupe de Recherche et de Plaidoyer sur les Industries Extractives (GRPIE)

Democratic Republic of the Congo (DRC)

Action Paysanne Contre la Faim

African Resources Watch

Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement

Gambia, The

Initiative for the Promotion of Democracy and Good Governance (IPDG)

Open Society Platform Gambia

Germany

Urgewald e.V.

Ghana

AbibiNsroma Foundation

Global

International Accountability Project

Guinea

Action Mines

Association de Coopération et de Recherche pour le Développement

Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE)

Centre d'Excellence du Droit de l'Environnement-CEDE

Le Monde Des Enfants (MDE)

Réseau National de la Société Civile pour l'Environnement et le Développement Durable

Kenya

Jamaa Resource Initiatives

Lesotho

Lesotho National Federation of Organisations of the Disabled

Liberia

Alliance for Rural Democracy

Green Advocates International

Mano River Union Civil Society Natural Resources rights and Governance platform

Natural Resources Women Platform

Malawi

Centre for Human Rights and Rehabilitation

Centre for Social Accountability & Transparency

Mongolia

Oyu Tolgoi Watch

Netherlands

Both Ends

Nigeria

African Law Foundation (AFRILAW)

Africa Network for Environment and Economic Justice (ANEEJ)

Community Outreach for Development and Welfare Advocacy (CODWA)

Foundation for Environmental Rights, Advocacy & Development (FENRAD)

Foundation for the Conservation of the Earth

Peace Point Development Foundation (PPDF)

Regional

Arab Watch Coalition

Article 19

Senegal

Lumière Synergie pour le Développement (LSD)

Sierra Leone

Network Movement for Justice and Development (NMJD)

Tanzania

SUHODE Foundation

Mazingira Network (MANET)

Uganda

Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO)

Friends with Environment in Development

Joy for Children Uganda

Uganda Consortium on Corporate Accountability

Witness Radio

United States of America

Accountability Counsel

Bank Information Center

Center for International Environmental Law (CIEL)

Corporate Accountability Lab

Green Advocates USA

Inclusive Development International

International Rivers

Mighty Earth